



Ecrit par le 22 février 2026

CREDIT MUNICIPAL

Ecrit par le 22 février 2026



Caisse de Crédit Municipal d'Avignon
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur général.

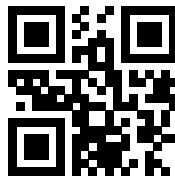
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse.

Ecrit par le 22 février 2026



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents



Experia Audit

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Spazio e movimento per la grafica: www.spazioemovimento.it
 L'arte e il movimento in movimento: www.artemovimento.it
 Movimento e arte: www.movimentoarte.it
 Movimento e arte: www.movimentoarte.it

Ecrit par le 22 février 2026



Service des Finances Municipales d'Alger

Experteia Audit - 1 rue de la République - 36000 Alger

Objet : Rapport de certification des comptes des collectivités locales

Montant des dépenses : 100 000 000 DA

Le présent rapport a été établi en vertu de la loi n° 12 du 12 février 2004.

Examen

Les vérifications de la comptabilité ont été effectuées par notre Société d'expertise et de certification, selon les modalités fixées dans le programme de la loi n° 12 du 12 février 2004, relative à l'organisation des finances locales et à la comptabilité des collectivités locales.

Nous certifions que les comptes sont conformes aux règles des régimes de comptabilité publique, régularité et sincérité et donnent une image fidèle de l'état des finances de la collectivité concernée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la collectivité de l'exercice clos.

Cependant, nous ne pouvons pas certifier que les comptes sont conformes aux règles de la comptabilité des collectivités locales et des entreprises publiques et des entreprises d'Etat.

Fondement de l'opinion

Informations

Nous avons effectué toutes les vérifications nécessaires pour nous assurer que les comptes sont conformes aux règles des régimes de comptabilité publique, régularité et sincérité et donnent une image fidèle de l'état des finances de la collectivité concernée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la collectivité de l'exercice clos.

Nous certifions que les comptes sont conformes aux règles des régimes de comptabilité publique, régularité et sincérité et donnent une image fidèle de l'état des finances de la collectivité concernée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la collectivité de l'exercice clos.

Ecrit par le 22 février 2026

Agences Chaque agence dispose d'un espace dédié à la publication des annonces légales.

Informations
 Nous sommes à votre service pour vous aider à publier vos annonces légales. Nos conseillers vous accompagneront tout au long du processus de publication. Vous pouvez également nous contacter par téléphone au 04 91 92 12 12 ou par email à info@echodumardi.com.

Publication des annonces légales - Points clés de l'offre

La publication des annonces légales est soumise à un droit de 100% de la valeur de l'annonce. Ce droit est payable par chèque ou par carte bancaire. Les agences Echodumardi vous proposent également des services de conseil et d'accompagnement pour vous aider à rédiger vos annonces légales.

Les annonces légales sont publiées dans le journal officiel de la République Française. Elles sont accessibles à tous et sont donc une source d'information fiable.

Services offerts
 Nous vous proposons des services personnalisés pour vous aider à publier vos annonces légales. Ces services sont disponibles auprès de nos agences Echodumardi.

Au 15 décembre 2025, le montant des annonces légales est de 100% de la valeur de l'annonce. Ce montant est payable par chèque ou par carte bancaire.

Les annonces légales sont publiées dans le journal officiel de la République Française. Elles sont accessibles à tous et sont donc une source d'information fiable.

Les agences Echodumardi vous proposent des services personnalisés pour vous aider à publier vos annonces légales. Ces services sont disponibles auprès de nos agences Echodumardi.

Les annonces légales sont publiées dans le journal officiel de la République Française. Elles sont accessibles à tous et sont donc une source d'information fiable.

Les agences Echodumardi vous proposent des services personnalisés pour vous aider à publier vos annonces légales. Ces services sont disponibles auprès de nos agences Echodumardi.

Ecrit par le 22 février 2026



Ecrit par le 22 février 2026

Responsabilités de la direction et des gouvernements des entreprises relatives aux comptes annuels

La loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable

Responsabilités de la direction et des gouvernements des entreprises relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction et aux gouvernements des entreprises de fournir une image fidèle et sincère de la situation financière, patrimoniale et économique de l'entreprise, ainsi que de la situation des engagements et des risques de l'entreprise, et de la situation des engagements et des risques de l'entreprise, et de la situation des engagements et des risques de l'entreprise.

La loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable, et la loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable, et la loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable.

Il appartient à la direction et aux gouvernements des entreprises de fournir une image fidèle et sincère de la situation financière, patrimoniale et économique de l'entreprise, ainsi que de la situation des engagements et des risques de l'entreprise, et de la situation des engagements et des risques de l'entreprise.

La loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Champ d'application de la loi

La loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable, et la loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable, et la loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable.

La loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable, et la loi n° 2015-992 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et au développement durable.

Ecrit par le 22 février 2026



© 2000 Blackwell Science Ltd
Journal of Internal Medicine 247: 395–402

© 2000 by Blackwell Science Ltd

These concepts are taught separately, and often to very young children, and even in the absence of a geography or social studies course. But the combined approach of the two subjects helps students understand the world as a whole. It is evident, by far, that the combined approach is the best way to go for the social studies teacher.

Notes: Les indicateurs commerciaux sont le rapport du nombre d'exportations au nombre d'importations. Les indicateurs de normalité indiquent, par rapport au nombre total des cas les plus fréquents pour l'année, les exportations les plus élevées de l'année et les importations les plus faibles de l'année. Les notes supérieures de la liste de la première année.

These hypotheses represent a further simplification of the literature on the effects of social desirability on the pricing of the Δ hedging. In Δ and Δ hedging, there is no arbitrage, so the two different applications of the arbitrage rule are not valid, and the arbitrage rule is not applied. In Δ and Δ hedging, the arbitrage rule is not applied, and the arbitrage rule is not applied.

Copyright © 2005 by John Wiley & Sons, Inc.



1. *Journal of Management Education*, 2000, 24(1), 1-10.
 2. *Journal of Management Education*, 2000, 24(1), 11-19.

[illegible][illegible][illegible]

Ecrit par le 22 février 2026

1. Définition et champ d'application de la loi

1.1. Champ d'application de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

1.2. Champ d'application de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

1.3. Champ d'application de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

1.4. Champ d'application de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

2. Principes généraux de la loi

2.1. Principe de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

2.2. Principe de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

2.3. Principe de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

2.4. Principe de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

2.5. Principe de la loi. La loi s'applique à toutes les personnes physiques et morales, sans distinction de nationalité, qui exercent une activité professionnelle ou commerciale sur le territoire de la République française. Elle s'applique également aux personnes étrangères résidant en France et exerçant une activité professionnelle ou commerciale.

Ecrit par le 22 février 2026

Les petites annonces de l'écho du mardi sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs.

Les petites annonces de l'écho du mardi sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs.

1. Services de Vaucluse et de la région de Vaucluse

Service	2025	2026
Service de Vaucluse	100	100
Service de la région de Vaucluse	100	100

Service	2025	2026
Service de Vaucluse	100	100
Service de la région de Vaucluse	100	100

Service	2025	2026
Service de Vaucluse	100	100
Service de la région de Vaucluse	100	100

Service	2025	2026
Service de Vaucluse	100	100
Service de la région de Vaucluse	100	100

2. Services de Vaucluse et de la région de Vaucluse

Service	2025	2026
Service de Vaucluse	100	100
Service de la région de Vaucluse	100	100

3. Services de Vaucluse et de la région de Vaucluse

Les petites annonces de l'écho du mardi sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs.

Service	2025	2026
Service de Vaucluse	100	100
Service de la région de Vaucluse	100	100

4. Services de Vaucluse et de la région de Vaucluse

Les petites annonces de l'écho du mardi sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs.

5. Services de Vaucluse et de la région de Vaucluse

Les petites annonces de l'écho du mardi sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs.

6. Services de Vaucluse et de la région de Vaucluse

Service	2025	2026
Service de Vaucluse	100	100
Service de la région de Vaucluse	100	100

7. Services de Vaucluse et de la région de Vaucluse

Les petites annonces de l'écho du mardi sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs.

Les petites annonces de l'écho du mardi sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs.

Les petites annonces de l'écho du mardi sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs. Elles sont destinées à tous les professionnels de la région de Vaucluse. Elles sont gratuites pour les annonceurs et les lecteurs.

[illegible]

Ecrit par le 22 février 2026



Abstract

© 2006 Blackwell Publishing Ltd *Journal of Internal Medicine* 260: 395–402

© 2000 Blackwell Science Ltd *Journal of Internal Medicine* 247: 399–406

Tous droits réservés. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de l'éditeur est formellement interdite.

Concentrations shall approximate the Council d'Orientation et de Surveillance

Consent is required to post financial services and financial and insurance products in France only.

El presente artículo se titula "El rol de los docentes en la formación de los estudiantes en la era digital", con el propósito de analizar el impacto de la tecnología en la educación y el papel de los docentes en este contexto. El artículo se divide en tres secciones principales: primero, se discute el impacto de la tecnología en la educación; segundo, se exploran los desafíos que enfrentan los docentes en la era digital; y tercero, se presentan estrategias para mejorar la formación de los estudiantes en este entorno. El artículo concluye con una reflexión sobre el futuro de la educación y el papel de los docentes en este proceso.

Downloaded from <http://ajph.org/> on May 14, 2015

01/01/2001 - 01/01/2001



1. **Abstract**

© 2005 by American Psychological Association or one of its allied publishers. This article is intended solely for the personal use of the individual user and is not to be disseminated broadly.

lecinéo
Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Pour toujours en savoir plus, lisez www.echodumardi.com, le seul média économique 100%
Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Ecrit par le 22 février 2026



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DU CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce et R. 514-32 du code monétaire et financier.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR LE CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à LYON, le 15 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes

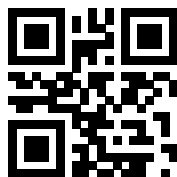
EKYLIS AUDIT


Philippe ROUX

www.ekylis.com



Ecrit par le 22 février 2026



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents



Ecrit par le 22 février 2026



SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Jean-Brice JOLY
Anthony PETER
Pascale GENTIL
Géraldine PETER
Florian JOLY
Jean-François VERSTRAETE
Philippe ROUX
Sabrina SIDHOUM
Rémy LARÉPE

CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



11, rue GUILLOUD
69442 LYON CEDEX 03
04 72 68 87 87
SAS AU CAPITAL DE 100 450 €
INSCRITE A LA CRC DE LYON-2204
349 900 480 RCS LYON
www.ekylis.com

Ecrit par le 22 février 2026



CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON
Etablissement Public de Crédit et d'Aide Sociale
Siège social : 2 rue Viala - 84000 AVIGNON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

www.ekylis.com



Ecrit par le 22 février 2026

Écrit par le 22 février 2026



Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

• Activité de prêts sur gages

Les Caisses de Crédit Municipal détiennent le monopole du prêt sur gage corporel.

Au 31 décembre 2024, le montant net des encours des prêts sur gages pour la CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON s'élève à 15 085 k€ et 122 k€ de créances douteuses soit 40 % du bilan. Le montant total des engagements reçus en garantie des prêts sur gages s'élève à 19 946 k€.

Comme précisé dans la note 3.5 « Coût du risque » de l'annexe aux comptes, les contrats de prêts sur gages sont garantis par des gages valorisés par un commissaire-priseur et ne font donc pas l'objet de dépréciation. Seuls les intérêts non couverts (au-delà du 7ème mois) sont provisionnés à 100%.

Compte tenu de la volumétrie des prêts sur gages et du processus de conservation des biens gagés estimés par un commissaire-priseur, nous avons considéré les prêts sur gages comme un point clé de l'audit.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance du processus d'octroi de prêt contre remise du gage ;
- Prendre connaissance de la cartographie des risques associée aux prêts sur gages ;
- Tester l'efficacité opérationnelle des contrôles clés mis en place par la Caisse sur une sélection de contrats de prêts sur gages ;
- Sur la base de sondages, réaliser des tests de détail sur les encours de prêts afin d'apprécier leur réalité et de vérifier leur correcte évaluation ;
- Effectuer une revue analytique de l'évolution de l'encours des prêts sur gages sur la base des états informatiques disponibles et en lien avec la comptabilité. Analyser la cohérence d'ensemble.

www.ekylis.com



Ecrit par le 22 février 2026

Ecrit par le 22 février 2026



- **Prêts personnels**

Le Crédit Municipal d'Avignon est exposé au risque de crédit dans le cadre de son activité de prêts personnels.

Des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents aux prêts personnels sont constituées selon les modalités décrites dans les notes 2.1 « Risque de crédit » et 3.5 « Coût du risque » de l'annexe aux comptes.

Nous avons considéré ces procédures comme étant un point clé de l'audit compte tenu du poids des prêts personnels sains dont l'encours s'élève à 18 696 K€ au 31 décembre 2024, des créances douteuses pour 1 361 K€ et des dépréciations afférentes pour 1 019 K€.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance du dispositif de contrôle de la Caisse et apprécier les contrôles permettant l'identification et l'évaluation des dépréciations ;
- Prendre connaissance de la cartographie des risques en lien avec les prêts personnels et effectuer un test sur les contrôles clés ;
- Vérifier le classement en douteux d'encours sur la base de documents probants ;
- Vérifier arithmétiquement le calcul de dépréciation pour les encours testés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Directeur Général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse du Crédit Municipal d'Avignon par le Conseil d'Orientation et de Surveillance en date du 20 avril 2022.

Au 31 décembre 2024, notre cabinet EKYLLIS AUDIT était dans la troisième année de sa mission.


www.ekyllis.com

Ecrit par le 22 février 2026



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

www.ekyllis.com



Ecrit par le 22 février 2026

Ecrit par le 22 février 2026



Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Ces points sont décrits dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de Commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à LYON, le 15 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes

EKYLIS AUDIT

Philippe ROUX



www.ekylis.com



Ecrit par le 22 février 2026

Ecrit par le 22 février 2026



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

www.ekylis.com

Ecrit par le 22 février 2026

PRESENTATION FINANCIÈRE DE L'ENTITE (en K€ sauf indication contraire)

ACTIF	Exercice 2023	Exercice 2024	PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2024
Caisse, banques centrales, CCP	761	501	Banques centrales, CCP	0	
Effets publics et valeurs assimilées	0		Dettes envers les établissements de crédit	1063	2521
Créances sur les établissements de crédit	2242	1731	Opérations avec la clientèle	22767	24589
Créances sur la clientèle	30129	34349	Dettes représentées par un titre	0	
Obligations et autres titres à revenu fixe	0		Autres passifs	766	542
Actions et autres titres à revenu variable	0		Comptes de régularisation	388	431
Participations et autres titres détenus à long terme	44	43	Provisions pour risques et charges	0	
Parts dans les entreprises liées	0		Dettes subordonnées	0	
Crédit-bail et location avec option d'achat	0		Fonds pour risques bancaires généraux	110	110
Location simple	0		Capital souscrit	9351	9504
Immobilisations incorporelles	3	0	Primes d'émission	0	
Immobilisations corporelles	1073	1030	Provisions, Réserves	5	5
Capital souscrit non verse	0		Écarts de réévaluation	0	
Actions propres	0		Provisions réglementées, subventions d'investissement	0	
Autres actifs	38	40	Report à nouveau (+/-)	0	
Comptes de régularisation	314	319	Résultat de l'exercice (+/-)	154	311
TOTAL DE L'ACTIF	34604	38013	TOTAL DU PASSIF	34604	38013

ENGAGEMENTS DONNES

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	426	419
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	0
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

ENGAGEMENTS RECUS

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	14839	19946
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

COMPTE DE RESULTATS MODELE EN LISTE	Exercice 2023	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	2423	2936
Intérêts et charges assimilés (+/-)	-214	-437
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	0	
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	0	
Produits sur opération de location simple	0	
Charges sur opération de location simple	0	
Revenus des titres à revenus variables	71	0
Commissions (produits +)	842	885
Commissions (charges -)	-21	-30
Gains, pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (+/-)	0	
Gains, pertes sur opérations des portefeuilles placement et assimilés (+/-)	0	
Autres produits d'exploitation bancaire	122	144
Autres charges d'exploitation bancaire (+/-)	-218	-271
Produit net bancaire	3005	3227

COMPTE DE RESULTATS (Suite)	Exercice 2023	Exercice 2024
Charges générales d'exploitation	-2377	-2445
Dotation aux amortissements et aux provisions sur Immobilisations incorporelles et corporelles.	-151	-156
Résultat Brut d'Exploitation	477	626
Coût du risque (+/-) Reprises - dotations	-199	-147
Coût du risque (+/-) Reprises - dotations	-199	-147
Résultat d'exploitation	278	479
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (+/-)	+2,6	+11
Résultat courant avant impôt	281	490
Résultat exceptionnel (+/-)	-81	-81
Impôts sur les bénéfices	-46	-98
Dotations, reprises de FRBG et provisions réglementées (+/-)	0	0
RESULTAT NET	154	311

Signature du Directeur Général

FAEDDA Jean-Dominique



32



Ecrit par le 22 février 2026

Ecrit par le 22 février 2026

CADRE GENERAL

PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est un établissement public communal de crédit et d'aide sociale. Son activité se développe sur deux axes distincts.

Une activité monopolistique : le prêt sur gage corporel, à caractère social. Ce service est proposé dans le Vaucluse (Avignon siège et Agence de Carpentras), sur la Drôme (Agence de Valence) et les Bouches du Rhône (Agence d'Arles).

Une activité concurrentielle : l'activité bancaire qui peut s'étendre aux départements limitrophes et au-delà : comptes à vue, placements, prêts personnels et produits annexes.

En tant qu'établissement de crédit, la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est assujettie au code monétaire et financier. Elle est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et présente ses comptes annuels, certifiés par un Commissaire aux Comptes, conformément à la réglementation.

Les Caisses de Crédit Municipal sont entre-autre, assujetties à une réglementation qui leur est propre notamment les articles L514-1 et suivants et D 514-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Elles sont administrées par un Directeur, sous le contrôle d'un Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Le Directeur est nommé par le Maire de la commune où la Caisse a son siège, après avis du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

L'organe exécutif de l'établissement est composé de deux dirigeants effectifs en vertu du code Monétaire et Financier et de la directive européenne 2013/36/08 :

Le Directeur Général – Responsable légal et autorité territoriale de l'établissement

Le Directeur Général Adjoint (délibération n°2016/016)

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est composé du maire de la "commune siège" de l'établissement, président de droit, et, en nombre égal, de membres élus en son sein par le conseil municipal de la "commune siège" de l'établissement et de membres nommés par le maire de la "commune siège" de l'établissement en raison de leurs compétences dans le domaine financier ou dans le domaine bancaire. Il définit les orientations générales ainsi que les règles d'organisation de la Caisse de Crédit Municipal et exerce le contrôle permanent de la gestion de l'établissement par le directeur.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les autres domaines de compétence du Conseil d'Orientation et de Surveillance ainsi que les catégories d'opérations autres que les actes de gestion courante dont la conclusion est subordonnée à son autorisation préalable.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance veille au respect des réglementations générales de la profession bancaire et des dispositions législatives et réglementaires applicables aux Caisses de Crédit Municipal. À cette fin, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et se fait communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

L'alinéa 8 de l'article L514-2 du COMOFI précise que la commune où la Caisse a son siège est considérée comme l'actionnaire ou le sociétaire unique de l'établissement pour l'application des dispositions de l'article L511-42 du code monétaire et financier.



1.1. Normes applicables et comparabilité

En tant qu'établissement public, la comptabilité est tenue par un agent comptable public et les comptes sont soumis au contrôle de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse et de la Chambre Régionale des Comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'établissement respecte les délais de paiement des dettes fournisseurs conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013. Le montant du solde des dettes fournisseurs s'élève à 94K€ au 31 décembre 2024 (il était de 259K€ au 31 décembre 2023).

1.2. Format de présentation des états financiers



Ecrit par le 22 février 2026

Ecrit par le 22 février 2026

Les comptes font l'objet d'une double présentation liée à son statut d'établissement public et d'établissement de crédit soumis à la loi bancaire.

Le rapport publié de l'exercice est consultable sur rendez-vous, au siège de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon sis 2, rue Viala à Avignon 84000.

1.3. Principes et méthodes comptables

Établissement Public Administratif, les principes et les méthodes comptables sont régis par une instruction codifiée 206 CM de la Direction Générale de la Comptabilité Publique.

En tant qu'établissement de crédit admis dans la loi bancaire, la Caisse d'Avignon est soumise au code monétaire et financier.

Sa comptabilité est adaptée aux exigences de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Les comptes sont établis selon les règles prescrites par le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et homologué par arrêté du 26 décembre 2014 publié au J.O. du 31 décembre 2014.

Les excédents constatés en fin d'exercice sont présentés au Conseil d'Orientation et de Surveillance. Le résultat approuvé est affecté par l'assemblée délibérante conformément aux règles applicables aux Crédits Municipaux.

1.4 Principaux effets du changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable, ni de présentation des présents documents.

2. GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE

2.1. Risque de crédit

Les créances douteuses sont réparties en deux sous-comptes. D'une part, les créances productives et d'autre part, l'ensemble des créances non productives. Sont inscrits en créances douteuses compromises, tous les dossiers pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée. Notre qualité d'établissement public administratif nous autorise l'émission directe et immédiate des titres exécutoires sans l'intervention d'un juge, ce qui explique l'importance de la part des créances compromises par rapport à l'encours total.

Le risque est évalué dossier par dossier. L'encours douteux (capital + créances rattachées) au 31 décembre est couvert par des provisions à hauteur de 75%. Les intérêts et les frais générés par l'encours douteux lors de l'appel d'échéances, sont enregistrés en créances douteuses à l'actif du bilan et provisionnés à 100%.

Les créances irrécouvrables sont provisionnées à 100% et présentées au Conseil d'Orientation et de Surveillance. Elles sont admises en non-valeur par délibération et enregistrées en pertes exceptionnelles sur l'exercice.

2.2. Risque de "marché"

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés auxquels la CCMA n'est pas soumise.

Toutefois, l'activité des prêts sur gages la soumet aux risques de variation du cours de l'or. En effet, un effondrement du cours pourrait entraîner des impayés en raison des pertes probables lors des ventes aux enchères. Néanmoins, ces pertes seraient entièrement couvertes par le commissaire-priseur sauf dérogation expresse du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Le montant prêté au gramme d'or est mis à jour régulièrement en fonction des fluctuations du cours de l'or.

2.3. Risque de liquidité et de financement

De par la loi de 92-518 du 15 juin 1992, la Mairie de la ville d'Avignon garantit la totalité des dettes financières de la CCMA.

L'établissement exerce un suivi régulier de la liquidité afin notamment de respecter les ratios réglementaires. En 2024 compte tenu de la forte activité de prêts, les besoins de financement ont été couverts par emprunts à court terme auprès du Crédit Municipal de Dijon.

Aucun emprunt dit "toxique" n'a été souscrit par l'établissement.

2.4. Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêt et de change

Aucun instrument financier n'est utilisé dans le cadre d'une relation de couverture.

Ecrit par le 22 février 2026

2.5. Risques opérationnels

Conformément à la réglementation bancaire la CCMA est soumise au respect des ratios "COREP". Le risque opérationnel est pris en compte par le service de contrôle des risques dans le cadre du contrôle permanent.

2.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

	N-1	Année N
DOTATION INITIALE	915	915
EXCEDENTS CAPITALISÉS	7765	7888
BONIS PRESCRITS	668	699
SUBVENTION D'EQUIPEMENT	2	2
CAPITAL SOUSCRIT	9350	9504
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
PROVISIONS RESERVES	5	5
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	110	110
PROVISIONS REGLEMENTEES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	0	0
PROVISIONS, CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	9465	9619

Ratios réglementaires au 31 décembre :

	2023	2024
Coussin de conservation de fonds propres (dont coussin contracyclique)	880 676	1 143 853
Ratio Levier	26,08%	24,21%
Ratio C.E.T. 1	31,98%	29,24%
Ratio N.S.F.R.	134,08%	131,29%
Ratio de Liquidité	239,21%	151,31%

2.7. Le risque de non-conformité :

Le responsable de la conformité vérifie si les exigences réglementaires applicables sont respectées, ainsi que la clarté de l'information délivrée à la clientèle et la conformité des produits et services commercialisés par l'établissement.

3.1. Produits et Charges d'intérêts

	2023		2024	
	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS	CHARGES
Sur opérations avec les établissements de crédit	60	26	50	82
Sur opérations avec la clientèle	2363	188	2884	355

3.2. Commissions nettes

	2023			2024		
Libellés	PRODUITS	CHARGES	NETTES	PRODUITS	CHARGES	NETTES
Commissions sur prêts	539	21	518	592	30	562
Autres commissions	303	0	303	293	0	293
Totaux	842	21	821	885	30	855

3.3. Charges générales d'exploitation

	2023	2024
Frais de personnel	1861	1808
Autres frais	516	637
TOTAL des charges	2377	2445

Autres Produits & Charges d'exploitation bancaire

Autres produits d'exploitation bancaire	2023	2024
Charges refacturées	65	68
Produits divers d'exploitation bancaire	57	77
Total	122	145

Autres charges d'exploitation bancaire	2023	2024
Charges sur prestation Services Financiers	2	4
Charges diverses d'exploitation bancaire	215	267
Total	218	271

Ecrit par le 22 février 2026

3.4. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

L'actif immobilisé est amorti linéairement sur les durées réelles d'utilisation.

	2023	2024
Dotation aux amortissements	151	155
Dotation aux provisions	0	0
TOTAL des charges	151	155

3.5. Coût du risque

Le risque sur prêt personnel est évalué dossier par dossier. Le coût du risque cumule à la fois les dotations et reprises de provisions, la décote enregistrée sur les dossiers faisant l'objet d'un plan établi par une commission de surendettement ainsi que les pertes et recouvrements sur créances irrécouvrables passées en "non-valeur".

Les impayés en capital de plus de trois mois constatés sur les contrats de prêts sur gages échus sont reclassés en créances douteuses. Ils sont entièrement garantis par le commissaire-priseur et ne sont donc pas provisionnés. Seuls les intérêts non couverts (au-delà du 7^e mois) sont provisionnés à 100%.

	2023		2024	
	CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS
Provisions pour créances douteuses des prêts personnels	413	218	342	237
Provisions pour créances douteuses des prêts sur Gages	123	124	87	77
Provisions pour créances douteuses des comptes à vue	50	52	11	23
Coût de la décote prêts restructurés BDF	15	0	21	0
Créances irrécouvrables passées en perte	81	81	36	36
Recouvrement exceptionnel après admission en non-valeur	0	0	25	2
Totaux	682	475	522	375

3.6. Gains ou pertes nets sur autres actifs

Pas d'opération sur cet exercice

3.7. Impôt sur les sociétés

Dépenses globales non déductibles fiscalement :

Nous vous indiquons que l'établissement n'a pas supporté de charges au titre de l'article 39-4 du code général des impôts et que l'établissement bénéficie d'une imposition à taux réduit autorisée par la DGFIP de Vaucluse.

4. INFORMATIONS SECTORIELLES

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est un établissement de crédit et d'aide sociale. Son agrément lui permet la gestion des fonds des personnes physiques et morales et la mise à leur disposition des moyens de paiement ainsi que la réalisation des opérations connexes, conformément à l'article L311-2 du code monétaire et financier. Elle est autorisée à octroyer des crédits aux personnes physiques ainsi qu'à des établissements publics locaux et à des associations régies par la loi de 1901. Elle détient le monopole du prêt sur gages corporels. Elle peut en outre, réaliser toutes opérations avec les établissements de crédit.

5. NOTES RELATIVES AU BILAN

5.1. Caisse, Banque centrale :

	Exercice N-1	Exercice N
Caisse	486	238
Billers & Monnaie	486	238
Banque de France	268	260

5.2. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

La CCMA ne détient aucun titre de transaction.

5.3. Instruments dérivés de couverture

La CCMA ne détient aucun instrument de couverture.



Ecrit par le 22 février 2026

Ecrit par le 22 février 2026

5.4. Actifs financiers disponibles à la vente

La CCMA ne détient aucun actif financier disponible à la vente.

5.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit

Créances sur établissements de crédit :

(en milliers d'euros)	Exercice N-1	N
Comptes à vue Ets. de Crédits	2242	1731
Prêt Ets. de Crédits	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0
Total	2 242	1731

5.6. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

Créances faisant l'objet d'un plan établi par une commission de surendettement : Ces emplois sont reclassés nets de décote à l'actif du bilan dans une sous-catégorie de l'encours sain.

La décote constatée au jour du plan est enregistrée en coût du risque.

Cette décote est réintégrée sur la durée de vie de la créance dans la marge d'intérêt. Lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances prévues, les emplois concernés sont déclassés en encours douteux compromis dès le premier incident. La décote résiduelle est alors reprise pour être remplacée par une provision pour créance douteuse.

5.7. Emprunts et dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon peut financer une partie de son activité au moyen d'emprunts interbancaires à taux amortis sur une durée moyenne de 5 ans. Cependant, la dette au 31 décembre correspond uniquement à des emprunts pour investissements.

<u>Établissements de crédit</u>			<u>Clientèle:</u>		
	Exercice N-1	Exercice N		Exercice N-1	Exercice N
Comptes & Emprunts Ets. de Crédit	1 062	2520	Comptes ordinaires créditeurs	9773	8930
Valeurs données en pension	0	0	Comptes sur livrets	7769	7225
Dettes rattachées	1	1	Comptes créditeurs à terme	5065	8274
Total	1 063	2 521	Bons de caisse	108	0
			Dettes rattachées	52	160
			Autres sommes dues	0	0
			Total	22767	24589

Le poste "Autres sommes dues" anciennement inscrit en compte de régularisation PASSIF est inscrit à compter de cet exercice en complément du poste des opérations avec la clientèle.

5.8. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Néant – Aucun titre ni obligation ne sont détenus par la CCMA

5.9. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Les Bons de Caisse historiquement inscrits dans la rubrique des « Dettes représentées par un titre » sont détenus par les clients du Crédit Municipal au même titre que les comptes créditeurs et les comptes d'épargne à régime spécial. Faisant partie des opérations avec la clientèle conformément à la réglementation, les bons de caisse constituent des fonds reçus du public au sens du L. 312-2 du COMOFL. Par conséquent, à compter de l'arrêté 2017, l'encours « Bons de Caisses » est inclus au poste des opérations avec la clientèle. L'établissement a décidé d'arrêter la distribution des bons de caisse à compter de 2020 mais les clients détenteurs peuvent renouveler ceux qu'ils détiennent et arrivent à échéance dans les mois et années à venir.

5.10. Capitaux propres

En tant qu'Établissements Publics Administratifs, les Caisses de Crédit Municipal ne peuvent augmenter leurs capitaux propres que par la capitalisation de leurs excédents.

Cette décision annuelle est engagée par délibération du Conseil d'Orientation et de Surveillance (voir le point 2.6 de la présente annexe).

5.11. Couverture en liquidité

Compte tenu des obligations réglementaires, de la constitution d'un coussin de liquidité et du plafonnement des entrées de trésorerie, la CCM d'Avignon dépose des fonds en Banque afin de constituer de la liquidité qualifiée de haute qualité. Le CMA déclare un ratio de liquidité au-delà de 100% (voir le point 2.6 du présent document).

Ecrit par le 22 février 2026

6. REMUNERATIONS, AVANTAGES et SITUATION AU PERSONNEL

6.1. Charges de personnel de la période :

	2023	2024
Salaires	1213	1198
Charges sociales	488	452
- dont prestations sociales	31	48
Impôts taxes et versements assimilés	160	158
CHARGES DE PERSONNEL	1861	1808

6.2. Effectif fin de période

	SITUATION AU 31/12/2023		SITUATION AU 31/12/2024	
	Total	EQPT	Total	EQPT
Fonctionnaires	28	27,50	26	25,70
Contractuels	2	2	2	2
Apprentis	0	0	0	0
TOTAL	30	29,50	28	27,70

6.3. Autres avantages sociaux

Les rémunérations des agents sont strictement encadrées par le statut de la Fonction Publique Territoriale. Le personnel perçoit un traitement indiciaire ainsi que des rémunérations accessoires variables mais dans un cadre restreint.

Les rémunérations des agents commerciaux ne connaissent que des différences minimales entre elles.

Les activités du personnel n'ont aucune incidence significative sur le profil risque de l'entreprise au sens de l'article 277 XI de l'arrêté du 3 novembre 2014.

6.4. Rémunérations du dirigeant

La rémunération et les indemnités accessoires du Directeur sont fixes et décidées par l'organe délibérant en fonction des textes en vigueur applicables aux emplois de direction dans la fonction publique territoriale.

6.5. Rémunérations variables complémentaires

Conformément aux textes réglementant le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux (RIFSEEP), une part variable peut être attribuée au personnel à l'issue de l'entretien professionnel d'évaluation.

7. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

7.1. Engagements de garantie reçus

Les engagements de garantie comprennent le montant des prêts assurés par la CEGC et la valeur estimée des gages nantis.

7.2. Engagements de financement donnés

Ce poste enregistre la part non utilisée des découverts bancaires autorisés par la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon au profit de sa clientèle de particuliers.

8. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture des comptes n'a d'impact sur les comptes de l'exercice 2024liés.

Ecrit par le 22 février 2026

9. AUTRES INFORMATIONS

9.1. Honoraires Commissariat aux Comptes

Montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice :

- Les honoraires facturés en 2024 au titre du contrôle légal des comptes sont de **10 K€** tte.

9.2. Les comptes inactifs

Dans le cadre de nos obligations, Loi dite Loi Eckert n°2014-617, nous devons publier annuellement le nombre de comptes inactifs tenus dans nos livres, le montant total des avoirs inscrits sur ces comptes, ainsi que le nombre de comptes et avoirs transférés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Comptes inactifs et montant des avoirs et dépôts au sens de la loi Eckert³ de l'exercice 2024 :

- 1 compte inactif ont été transférés à la Caisse des Dépôts et Consignations au cours de l'année 2024.
- Comptes inactifs et montant, dans nos livres au 31/12/2024 : 43 comptes – montant 10 106,96 Euros

9.3. Les indicateurs clés conformément aux exigences de communication financière (KMI, art. 447)

Voir tableau

³ Sont considérés comme comptes bancaires inactifs au sens de la Loi Eckert les comptes bancaires n'ayant fait l'objet d'aucune opération (hors inscription d'intérêts et débit par l'établissement teneur de compte de frais et commissions de toute nature) à l'issue d'une période de douze mois et ceux pour lesquels le titulaire desdits comptes ne s'est pas manifesté sous quelque forme que ce soit au cours de la même période.

Ecrit par le 22 février 2026

**INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3 DE BALE III
DE LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON
ELEMENTS AU 31 DECEMBRE 2024**

Eléments au 31 décembre 2024

	31/12/2023	31/03/2024	30/06/2024	30/09/2024	31/12/2024
Fonds propres disponibles (montants)					
1 Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	9 387	9 381	9 541	9 538	9 556
2 Fonds propres de catégorie 1	9 387	9 381	9 541	9 538	9 556
3 Fonds propres totaux	9 387	9 381	9 541	9 538	9 556
Montants d'exposition pondérés					
4 Montant total d'exposition au risque	29 356	30 026	30 804	31 809	32 682
5 Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	31,98%	31,24%	30,97%	29,99%	29,24%
6 Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	31,98%	31,24%	30,97%	29,99%	29,24%
7 Ratio de fonds propres totaux (%)	31,98%	31,24%	30,97%	29,99%	29,24%
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
EU 7a Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	-	-	-	-	-
EU 7b dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de %)	-	-	-	-	-
EU 7c dont: à satisfaire avec des fonds propres catégorie 1 (%)	-	-	-	-	-
EU 7d Exigences totales de fonds propres SREP (%)	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
8 Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
EU 8a Coussin de conservation découlant du risque macro prudentiel ou systémique constaté au niveau d'un Etat membre (%)	-	-	-	-	-
9 Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%
EU 9a Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0%
10 Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	-	-	-	-	-
EU 10a Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0%
11 Exigence globale de coussin (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
EU 11 Exigences globales de fonds propres (%)	11,00%	11,00%	11,00%	11,00%	11,00%
12 Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	23,98%	23,24%	22,97%	21,99%	21,24%
Ratio de levier					
13 Mesure de l'exposition totale (Bilan & hors bilan)	36 000	37 411	38 023	38 438	39 469
14 Ratio de levier (%)	26,08%	25,08%	25,09%	24,81%	24,21%
Exigences des fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)					
EU 14 Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 14a dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de %)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 14b Exigence de ratio de levier SREP totales (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)					
14d Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
14e Exigence de levier globale (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Ratio de couverture des besoins de liquidité					
15 Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	638	465	457	511	372
EU 16a Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	1 066	1 122	1 056	977	983
EU 16b Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	2 869	2 908	2 880	3 197	3 320
16 Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	267	280	264	244	246
17 Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	239,21%	165,79%	172,96%	209,01%	151,31%
Ratio de financement stable net					
18 Financement stable disponible total	20 741	21 371	21 754	21 556	22 472
19 Financement stable requis total	15 469	16 065	16 302	16 579	17 117
20 Nsfr	134,08%	133,03%	133,45%	130,02%	131,29%



Ecrit par le 22 février 2026

Ecrit par le 22 février 2026



CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON
Etablissement Public de Crédit et d'Aide Sociale
Siège social : 2 rue Viala – 84000 AVIGNON

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant
relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon et en application de l'article L. 511-39 du Code monétaire et financier, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions

Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

www.ekylis.com

Ecrit par le 22 février 2026



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DU CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce et R. 514-32 du code monétaire et financier.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR LE CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à LYON, le 15 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes

EKYLIS AUDIT

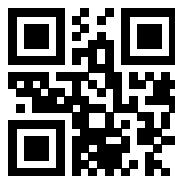

Philippe ROUX

www.ekylis.com

Ecrit par le 22 février 2026

3955907

CC



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents

AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination : CC.

Forme : Société par actions simplifiée.

Siège social : 10 impasse Pierre Picquet Résidence Vasarely, 84140 AVIGNON.

Objet : Fabrication et vente de de pizza à emporter.

Durée de la société : 90 années.

Capital social fixe : 1000 euros

Cession d'actions et agrément : Toutes les cessions doivent être agréées.

Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

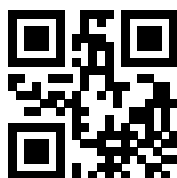
Ecrit par le 22 février 2026

A été nommé :

Président : Madame CINDY ORTUNO 10 IMPASSE PIERRE PICQUET RESIDENCE VASARELY 84140 AVIGNON.

La société sera **immatriculée** au RCS AVIGNON.

1 PLUS 1 EXPERTISE



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents

Dénomination : 1 PLUS 1 EXPERTISE.

Forme : SARL.

Capital social : 10000 euros.

Siège social : 51 Route RTE DE LA GARE, 84470 CHATEAUNEUF DE GADAGNE.

502299696 RCS d'Avignon.

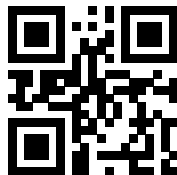
TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27 septembre 2024, les associés ont

Ecrit par le 22 février 2026

décidé de transférer le siège social à 104 CHEMIN DE VOULONGUE, 84470 Chateauneuf de Gadagne.
Mention sera portée au RCS d'Avignon.

TAXI DEFRANCOIS



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents

Dénomination : TAXI DEFRANCOIS.

Forme : SAS au capital de 1000 euros.

Siège social : 169 Rue DUCRES, 84700 SORGUES.

912303922 RCS d'Avignon.

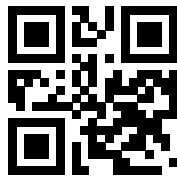
Aux termes d'une décision en date du 12 mars 2025, l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social aux activités de : Transport routiers de personne avec des véhicules n'excédant pas neuf places y compris le conducteur.

Il a été décidé de nommer en qualité de Directeur Général à compter du 12 mars 2025 madame DEFRANCOIS Coralie

Mention sera portée au RCS d'Avignon.

Ecrit par le 22 février 2026

MIDI AUTO CAVAILLON/BERBIGUIER AUTOMOBILES



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents

VENTE DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte SSP en date du 1er avril 2025 enregistré au service départemental de l'enregistrement de AVIGNON le 14 avril 2025, dossier 2025 00018260, référence 8404P01 2025 A 01184

La société **MIDI AUTO CAVAILLON SAS** au capital de 1.000€, ayant son siège social à 100 rue du Grand Grès, route d'Avignon 84300 CAVAILLON, RCS AVIGNON 423 421 239, représentée par la société SAS HOLDING MIDI AUTO, SAS HOLDING MIDI AUTO, 121 rue de Feytiat 87000 LIMOGES, 676 620 016 RCS LIMOGES, 121 rue de Feytiat 87000 LIMOGES 676 620 016 RCS LIMOGES, elle-même représentée par Mme Isabelle HORY, Présidente

A vendu à

La société **BERBIGUIER AUTOMOBILES**, SAS au capital de 160.000€, ayant son siège social sis Route de l'Isle sur Sorgue, quartier des Plantiers 84300 CAVAILLON, RCS AVIGNON 592 620 934, représentée par M. Olivier VARLEZ, président.



Ecrit par le 22 février 2026

Un fonds de commerce d'achat et vente de voitures neuves et d'occasion, entretien et réparation de tous véhicules automobiles, vente de lubrifiants pneumatiques, pièces de rechange et de tous accessoires pour automobiles, location de véhicules automobiles sans chauffeur sis à APT (84400) 597 avenue Victor Hugo, exploité sous concession « CITROEN » et pour lequel le vendeur est immatriculé au RCS AVIGNON N°423 421 239, et sous le n° SIRET 423 421 239 00025,

Moyennant le prix de SOIXANTE-DIX MILLE EUROS (70.000€), s'appliquant aux éléments incorporels à concurrence de 70.000€ et aux éléments corporels à concurrence de 0€.

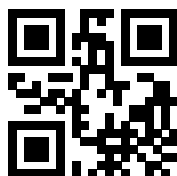
La date de transfert de propriété et de jouissance a été fixée au 1er avril 2025.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues, en la forme légale, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à l'adresse du fonds cédé soit à APT (84400), 597 avenue Victor Hugo pour la validité et à l'adresse du Séquestre, la société ACCENSE CONSEILS, représentée par Maître Stephen BULOT, Avocat au barreau de BRIVE-LA-GAILLARDE, sis 52 avenue du Riant Portail du Midi, 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE, pour la correspondance

Pour insertion,

3955896

ASMARINO



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026



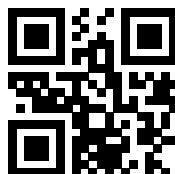
Ecrit par le 22 février 2026

Département : Vaucluse
Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents

ASMARINO
SAS au capital de 1000 €
Siège social : 95 RUE DE LA CARRETERIE 84000 AVIGNON
RCS AVIGNON 984998211

Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du 07/04/2025, il a été décidé de nommer M AHMAD Ayaz demeurant 21 rue du faubourg du soleil 30100 ALÈS en qualité de Président en remplacement de M HABTAB Yakob, à compter du 07/04/2025, de modifier la dénomination sociale qui devient : PANJUB. Modification au RCS de AVIGNON.

ELECTHOR



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026
Département : Vaucluse
Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents



Ecrit par le 22 février 2026

Dénomination : ELECTHOR.

Forme : SAS société en liquidation.

Capital social : 500 euros.

Siège social : 3 Square DE SAINT GENIEST, 84000 AVIGNON.

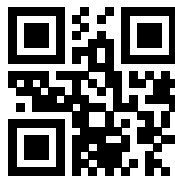
979382652 RCS d'Avignon.

DISSOLUTION ANTICIPÉE

Aux termes d'une décision en date du 31 décembre 2024, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société. Monsieur HECTOR MURIQI, demeurant 3 SQUARE SAINT GENIEST 84000 AVIGNON a été nommé liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation est au siège social, adresse où doit être envoyée la correspondance.

AC AUTO



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents

AVIS DE CONSTITUTION



Ecrit par le 22 février 2026

Dénomination : AC AUTO.

Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle.

Siège social : 119 allée de la clairette 16 résidence Jean Emile, 84270 VEDENE.

Objet : Apporteurs d'affaires dans le domaine de l'automobile Négoces de tous véhicules automobiles remorques et autres engins roulants neufs ou d'occasions. Le commerce de voitures particulières et de véhicules utilitaires neufs ou d'occasions. Le commerce d'équipements automobiles. Location de véhicule sans chauffeur.

Durée de la société : 90 année(s).

Capital social fixe : 1000 euros

Cession d'actions et agrément : Toutes les cessions doivent être agréées.

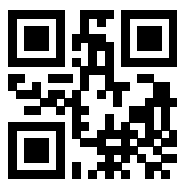
Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Ont été nommés :

Président : Monsieur Adam CECCHINI 119 ALLEE DE LA CLAIRETTE 16 RESIDENCE JEAN EMILE 84270 VEDENE.

La société sera **immatriculée** au RCS AVIGNON.

LA VILLA BLANCHE



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents



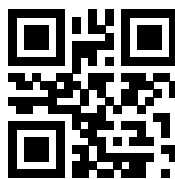
Ecrit par le 22 février 2026

LA VILLA BLANCHE
SAS au capital de 1 000 €
Le Raveau
151 chemin des Combes
84700 Sorgues
953 635 075 RCS AVIGNON
AVIS DE MODIFICATION

Par AGE du 31/12/2024, les associés de la société ont pris les décisions suivantes:

- Nommer le nouveau Président Monsieur Jamal El KHADIRI, demeurant au 134 Avenue Pierre Sépard 84000 AVIGNON, en remplacement de Monsieur ARMAND Enzo, Pierre Joffroy démissionnaire
- Nommer Monsieur Abdelali KARTITE, demeurant au 18 route de Bedarrides 84230 CHÂTEAUNEUF-DU-PAPE, et - Monsieur MOULOUA Jamal, demeurant 179 b chemin des Pompes 84700 SORGUES France, en qualités de Directeurs généraux de la société
- étendre l'objet social de la société aux activités de traiteur, salon de thé, restauration et boissons sans alcool.

Famille ZOUGHOU



Attestation de parution sur echodumardi.com

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

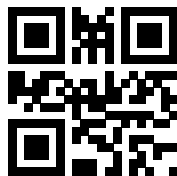
Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents

CHANGEMENT DE NOM

Ecrit par le 22 février 2026

Mme **ZOUGHOU VEUVE UCAR Karima**, demeurant 11 Rue Albert Camus 84130 LE PONTET né(e) le 13/09/1985 à 26000 VALENCE (26), agissant au nom de ses enfants mineurs **UCAR Süleyman, Serkan**, né(e) le 06/08/2013 à 84000 AVIGNON (84) et **UCAR Inaya, Karima**, né(e) le 16/01/2017 à 84000 AVIGNON (84) dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à leur nom patronymique, celui de **ZOUGHOU**.

ALVALIANCE



Attestation de parution sur [echodumardi.com](https://www.echodumardi.com)

Date de téléchargement de justificatif : 22 février 2026

Département : Vaucluse

Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 14 avril 2025 à Lorient-du-Comtat.

Dénomination : ALVALIANCE.

Forme : Société par actions simplifiée.

Siège social : 720 route d'Orange, 84870 Lorient du Comtat.

Objet : conseil, assistance opérationnelles aux entreprises, à ses filiales, activité de direction et de prise de participations dans toute société.



Ecrit par le 22 février 2026

Durée de la société : 99 ans.

Capital social fixe : 6000 euros divisé en 6000 actions de 1 euro chacune, réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports respectifs.

Cession d'actions et agrément : Tout transfert de titre nécessite l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées : chaque action donne droit à une voix.

Ont été nommés :

Président : Monsieur Alexandre Gomes Da Cunha 130 rue de Chateaubriand 84170 Montoux.

Directeur général : Monsieur David Cacador Gomes Da Cunha 136 route du Bagnosau 84260 Sarrians.

Directeur Général : Monsieur Florian Gomes Da Cunha 400 chemin de la Gière à Beaumes-de-Venise 84190.

La société sera **immatriculée** au RCS d'Avignon.

Pour avis.